

# LA RECOMPOSITION DE L'EXTRÊME DROITE EN ITALIE \*

L'EXTRÊME DROITE ITALIENNE, historiquement incarnée dans le Movimento Sociale Italiano (MSI), a toujours été – et est encore – différente de celle des autres pays européens.

83

Elle l'était dans le passé par la taille de son organisation et sa dimension électorale, sans comparaison avec celles des mouvements européens, petits et hétérogènes. Désormais, à l'heure où, depuis la France jusqu'à l'Autriche, l'extrême droite nationale a dépassé la dimension de l'italienne, la distinction s'est déplacée sur le plan politique et idéologique : alors que, dans les autres pays d'Europe, il existe une opposition radicale entre l'extrême droite et les conservateurs, en Italie, l'héritier du Movimento Sociale, l'Alleanza Nazionale (AN) de Gianfranco Fini, a opté pour un rapport de collaboration avec les autres partis modérés et modifié certains traits de sa culture politique traditionnelle et, surtout, de son image.

Parler de l'extrême droite italienne signifie donc parler d'une spécificité, d'une particularité, présente et passée, qui en fait un cas unique.

## LE PASSÉ

Le passé de la droite italienne se résume à celui du Movimento Sociale. Ce parti est fondé le 26 décembre 1946 par la réunion des anciens dirigeants du vieux Parti national fasciste et des jeunes anciens combattants du régime collaborationniste de Salò. La naissance du parti est précédée par un vif débat dans les revues « nostalgiques » qui, depuis la fin de

---

\* Traduit de l'italien par Mariangela Portelli.

1945, avaient commencé à paraître. Le MSI n'est donc pas né d'une opération souterraine, clandestine, malgré les précautions inévitables dictées par la proximité de la fin de la guerre, et se présente clairement pour ce qu'il est : un parti nostalgique de l'ancien régime. Cette sortie à découvert de pans de la société liés au passé démontre que le système politique italien était, dès le départ, disposé à tolérer la présence de ces composantes nostalgiques. Du reste, comme cela est bien connu, l'épuration des anciens fascistes fut une opération très limitée en termes numériques comme en termes de sanctions. L'amnistie décidée par le ministre de la Justice de l'époque, le leader communiste Palmiro Togliatti, en juin 1946, permit un apaisement rapide et la réintégration dans la société civile d'un grand nombre de partisans de l'ancien régime.

84 L'ample diffusion de revues crypto-fascistes et le retour progressif à la vie civile et politique de nombreux nostalgiques constituèrent les conditions préalables à la formation du MSI.

Le parti vient au monde en déclarant très explicitement que sa finalité est de maintenir en vie l'« Idée » (du fascisme) et de contribuer à maintenir la paix entre les Italiens. C'est pour affirmer cette normalité que le MSI se dote d'une structure formelle et statutaire en tout point comparable à celle des autres partis « antifascistes ». La structure organisationnelle mise en place en 1946 lors du premier statut, quasiment inchangée par la suite, possède les caractéristiques du parti de masse : adhésion des inscrits, articulation territoriale par sections, prise de décision du bas vers le haut (avec quelques exceptions), des organisations parallèles et périphériques (syndicales, de jeunes, sportives, de loisirs, rescapées, etc.), une presse de parti. À l'exception d'une prudence compréhensible dans la sélection des inscrits, les caractéristiques génétiques du MSI sont celles d'un parti « ouvert » à la société civile. Certes, ses référents idéologiques sont extrêmement clairs et les destinataires de son message sont inévitablement circonscrits.

Être le parti des « fascistes » dans la nouvelle démocratie antifasciste pose évidemment des problèmes de légitimité. Le problème de l'« incertaine légitimation » du MSI concerne autant le versant interne du parti que celui, externe, du système politique. D'un côté, les militants se sentent « des exilés dans la patrie » parce qu'ils ne reconnaissent pas la légitimité du système antifasciste ; de l'autre, tous les autres partis tiennent à l'écart ceux qui se réclament de l'expérience, vaincue, du fascisme.

La droite italienne naît et se développe avec ce vice rédhibitoire. Les tentatives de se libérer de cette empreinte seront nombreuses. La plus efficace, destinée à renforcer cette légitimité incertaine, sera la décision

de toujours suivre la voie électorale. Une autre sera de tenter de nouer des alliances avec les autres partis de droite.

Pendant de nombreuses années, le MSI fera alliance avec les monarchistes (et grâce à cette entente il obtiendra, en 1951-1952, des succès électoraux retentissants aux élections locales du Centre-Sud, ce qui lui permet de gouverner avec les monarchistes des villes importantes comme Bari, Naples, Catane notamment). Il n'obtient pas le même succès dans sa tentative de rapprochement avec le parti libéral qui, bien qu'il se trouve sur des positions extrêmement conservatrices, refuse toute relation avec les « fascistes ». Enfin, son rapport avec la Démocratie chrétienne pose problème : les succès et les échecs du MSI pendant tout l'après-guerre, y compris le succès d'Alleanza Nazionale, sont liés à sa relation, sous bien des aspects encore très obscurs, avec le parti de majorité relative.

85

La Démocratie chrétienne, forte de sa position dominante dans le système politique, a utilisé avec le MSI la classique politique de la carotte et du bâton. Selon les périodes, elle a flatté le MSI, notamment à la fin des années 1950, en lui offrant des honneurs et sa protection, ou elle a déchargé sur son concurrent de droite ses propres tensions internes, le désignant comme un danger pour la démocratie (1960 et années 1970). La reconstitution des intrigues de ces deux partis, au Parlement comme dans le pays, déborde le cadre de cette réflexion rapide et il est encore difficile aujourd'hui d'en donner un témoignage précis. On peut toutefois affirmer que la Démocratie chrétienne a bénéficié au parlement (souvent dans l'ombre des commissions) du soutien du MSI sans que celui-ci en tire de grands bénéfices. Au contraire, dans les années 1970, pendant la période du terrorisme « noir » et des attentats, le MSI a été durement frappé d'ostracisme et les milieux MSI, surtout celui des jeunes, ont été infiltrés par les services secrets (contrôlés par la Démocratie chrétienne) et pas uniquement dans un but de prévention... En résumé, la Démocratie chrétienne a exploité les tentations violentes et extrémistes présentes dans le MSI pour effrayer une partie de l'électorat modéré qui, face à l'escalade de la violence politique, ne pouvait rien trouver de mieux que de se réfugier sous l'aile protectrice de celle-là. Évidemment, nous répétons que l'existence d'une grande partie de ces rapports repose plus sur des indices que sur des faits historiquement prouvés et sur des documents. Il est certain cependant qu'une zone d'ombre existe dans les années 1970 sur la complicité et la connivence entre les groupes de jeunes militants du MSI, les groupes terroristes et les services secrets.

Après son succès aux élections de 1972 (8,7 %), le MSI se retrouve impliqué dans des épisodes de violence et il est, par conséquent, de plus en plus isolé. La marginalisation du MSI atteint son maximum au moment où le mouvement est au sommet de sa force, au milieu des années 1970, qu'il compte des centaines de milliers d'inscrits, ainsi que d'organisations jeunes dont l'activité militante n'est en rien inférieure à celle du PCI, et que le soutien de l'électorat est à son apogée. Cette situation de repli par rapport à l'extérieur a pour effet de réactiver un sentiment de nostalgie malgré la vivacité du débat interne lié, entre autres, à l'influence de la nouvelle droite française : le parti continue à se proclamer l'héritier de l'expérience fasciste, marquant ainsi sa distance avec tous les autres acteurs politiques et son extranéité par rapport aux fondements du système démocratique. Ainsi, sa position d'exclu du système politique italien va se consolider.

86

#### LA SORTIE DU GHETTO ET LA NAISSANCE D'ALLEANZA NAZIONALE

Comment le MSI va-t-il parvenir à sortir de cette situation de marginalisation ? En réalité, le parti semble avoir amorcé, entre la fin des années 1980 et les premières années 1990, un lent déclin. Alors qu'en Europe des phénomènes comme le Front national de Jean-Marie Le Pen et le FPÖ de Jörg Haider explosent, le traditionnel parti phare de l'extrême droite européenne perd progressivement ses soutiens. Les raisons de cette inversion de la tendance sont nombreuses. D'abord, le MSI est l'unique parti important de l'extrême droite à se proclamer encore, dans cette période, fidèle aux principes du fascisme. Pendant que les partis nouveaux (ou renouvelés) d'Europe centrale et septentrionale se désintéressent totalement de la question idéologique et se concentrent sur certains problèmes clés de la société contemporaine – de l'immigration à la sécurité –, le MSI poursuit sa route « rétro » et se désintéresse de ces thèmes. Bien plus, curieusement, lorsque le problème de l'immigration se manifeste pour la première fois à l'attention de l'opinion publique, à la charnière entre les années 1980 et les années 1990, le MSI refuse catégoriquement d'adopter une position xénophobe au nom d'un tiers-mondisme populiste et anticapitaliste et d'une image édulcorée, non raciste, du colonialisme fasciste. En effet, à cette période, c'est plutôt la Lega Nord (alors Lega Lombarda) qui véhicule un discours politique aux relents xénophobes où se mêlent l'hostilité envers les immigrés du *Mezzogiorno* au Nord et

celle à l'encontre des immigrés provenant de l'extérieur de la Communauté européenne.

Fidélité donc au fascisme et extranéité/désintérêt pour les thèmes nouveaux et saillants des sociétés contemporaines distinguent le MSI des autres partis européens.

L'image que donne le MSI au début de la décennie malgré la valse des secrétaires – Gianfranco Fini, dauphin du leader historique du parti, Giorgio Almirante, est élu secrétaire en 1987, puis remplacé en janvier 1990 par l'opposant historique à Almirante, Pino Rauti, qui est à son tour détrôné par Fini en juillet 1991 – est celle d'un parti nostalgique, immobiliste et déclinant. Surtout, il ne parvient pas à se défaire de cette « légitimité incertaine » du fait de sa fidélité indéfectible à l'idéologie fasciste. Fini lui-même, au congrès de 1990, déclare que l'idée du fascisme est immortelle et qualifie la démocratie libérale, l'économie de marché et le matérialisme d'ennemis mortels. Malgré cet immobilisme de façade, il se passe quelque chose au sein même du parti. Derrière l'adhésion inconditionnelle à l'idéologie de référence se profilent des comportements et des analyses sur la société contemporaine qui ne correspondent pas à la ligne proclamée officiellement. Les cadres du parti – des secrétaires aux membres des bureaux de section et de fédération jusqu'aux élus des collectivités locales – prônent des valeurs qui ne sont pas celles qu'on pourrait attendre d'eux selon l'idéologie officielle et les positions politiques du parti. Un sondage effectué sur les participants au congrès de 1990 (mais c'était déjà le cas pour celui effectué en 1987) montre combien les réactions des cadres sur un certain nombre de sujets ne peuvent pas être étiquetées simplement comme « nostalgiques ».

En ce qui concerne, par exemple, la dimension autoritarisme/libéralisme culturel, c'est une conception autoritaire classique qui prévaut sur certains thèmes (les positions qui soutiennent que la discipline est le fondement de la société, que la pornographie traduit l'écroulement des valeurs morales traditionnelles, que l'obéissance est à la base de l'éducation des enfants, que l'avortement ne doit pas être autorisé et que les grèves dans les transports publics doivent être sanctionnées sont fortement soutenues) alors que, sur d'autres points, c'est une conception libérale qui domine : l'option contre la peine de mort et contre la discrimination à l'égard des homosexuels l'emporte de peu, mais c'est tout de même significatif. Le soutien à une conception garantiste et méfiante envers la police est plus large (55,8 % refusent l'hypothèse d'une « police aux mains libres »), tout comme celui en faveur de rapports égaux entre hommes et femmes ou d'une attitude de compréhension

88 envers les drogués. Cette acceptation embryonnaire de positions libérales, liée aussi bien à l'approche de la « nouvelle droite » qu'à une ouverture vers la société moderne et ses problèmes, qui tranche avec ce que proclament avec conviction les militants des autres formations d'extrême droite, est un phénomène nouveau. Une culture politique semble émerger, qui se caractérise par la cohabitation d'une acceptation timide de la diversité (avec ce que cela implique en termes de tolérance et d'adhésion à des approches postmatérialistes) et d'attitudes autoritaires traditionnelles. Le côté paradoxal est que ces positions d'ouverture coexistent avec la fidélité « inoxydable » à l'identité originaire et donc à l'idéologie fasciste. Le Movimento Sociale n'a renoncé à aucune de ses références historiques : Mussolini, Evola (le penseur le plus rigoureux de la tradition, radicalement hostile à la démocratie, au libéralisme et à l'économie de marché), Gentile (le philosophe officiel du fascisme), Spirito (le théoricien du corporatisme) sont encore les auteurs de référence du Panthéon culturel du MSI. Cette schizophrénie s'explique par le fait que le parti n'a produit en son sein aucune réévaluation critique du fascisme, ni en termes historiques, ni en termes politico-idéologiques, que personne n'entend renoncer à cette identité, tandis que la pratique de la démocratie, expérimentée durant des décennies de confrontation au sein des institutions (du Parlement aux conseils de quartier) par les cadres du parti, une fois apaisé le climat politique, a commencé à imposer une série de réflexions et d'interrogations au-delà de l'idéologie officielle (mais non contre celle-ci).

Cependant, ce bouillonnement reste interne au parti et rien ne transpire à l'extérieur en termes idéologiques ou de choix politiques.

L'incapacité à se libérer du fardeau de l'idéologie délégitimante fait que la seule issue possible au déclin réside dans un changement « exogène », extérieur au parti. Ce n'est que si tout change que le parti pourra trouver un rôle et une place différents, moins marginaux, au sein du système politique. C'est exactement ce qui advient en 1993-1994 : le système de partis s'écroule et toute la classe politique gouvernementale est délégitimée. En d'autres termes, ce n'est que grâce à un changement historique du système, des principaux acteurs politiques, des rapports entre les partis ou entre partis et électeurs, que le MSI entre en jeu. Pour se présenter de manière crédible, lui aussi doit s'adapter au changement. Il en résulte quelques premiers et timides ajustements de stratégie et de ligne politique (en restant cependant évasif sur l'idéologie).

La dénonciation de la corruption politique à travers l'enquête *Mani Pulite* met en accusation tous les partis politiques (y compris, localement,

le PCI lui-même) à la seule exception du MSI. Dans cette situation, son extranéité, sa marginalité par rapport au système se sont révélées un atout important : en effet, face à l'opinion publique, il apparaît comme le seul parti étranger au phénomène de corruption, même s'il ne l'est pas tant par vertu propre que parce qu'il a été maintenu à l'écart de la vie politique par les autres partis qui se partageaient le pouvoir. Le Movimento Sociale se présente à l'électorat, lors des premières élections locales où les maires sont élus directement, fort de cette virginité. Avancé comme candidats des personnages de relief, comme Gianfranco Fini à Rome et Alessandra Mussolini, la nièce du Duce, à Naples, le MSI met en ballottage les candidats de la gauche et dépasse largement les candidats démocrates-chrétiens. C'est la première fois que la subordination historique du MSI à la Démocratie chrétienne est abolie. Cet événement, déjà symbolique en soi, est renforcé de manière décisive par un autre facteur : l'entrée en politique de Silvio Berlusconi et la naissance de Forza Italia. Berlusconi introduit, entre autres choses, une innovation retentissante dans la tradition politique italienne en ne tenant aucun compte de la distinction fascisme-antifascisme. Il soutient publiquement Fini dans la campagne électorale des élections municipales à Rome et décide de surcroît de conclure un pacte électoral avec le MSI pour les élections législatives de 1994. La réponse du parti de Fini à cette mutation exogène consiste dans la transformation du MSI en Alleanza Nazionale. Il ne s'agit pas d'une mutation réclamée de l'intérieur, par les cadres du parti, mais d'un changement imposé par des circonstances externes. Au moment où tout change, il est au moins « opportun » et « utile » de changer d'image. Dans un premier temps, Alleanza Nazionale n'est que le sigle électoral sous lequel le MSI se présente aux élections de 1994. Ce n'est qu'après le succès électoral (13,5 %), et surtout l'entrée dans le gouvernement Berlusconi, que le parti introduit plus substantiellement quelques éléments innovants tant sur le plan symbolique et formel (adoption du nom Alleanza Nazionale et redéfinition de l'organigramme interne) que sur le plan politique et idéologique (abandon du corporatisme et adhésion à la logique de l'économie de marché, acceptation confirmée de la démocratie et prise de distance – même timide et alambiquée – par rapport au fascisme historique).

Le passage d'un type d'organisation à un autre est célébré par un congrès en deux parties : celui du MSI (le dix-septième) se tient du 25 au 27 janvier 1995 pour entériner le passage du parti dans un nouveau moule et, les deux jours suivants (les 28 et 29 janvier), se tient, toujours à Fiuggi, le congrès constitutif (et purement solennel) d'Alleanza Nazionale.

Les éléments clés de la transformation sont largement illustrés dans un long document, *Pensiamo l'Italia. Il domani c'è già. Valori, idee e progetti per l'Alleanza Nazionale* («Pensons l'Italie. C'est déjà demain. Valeurs, idées et projets pour l'Alliance nationale»). Le document, approuvé par une écrasante majorité des délégués du MSI, contient d'importantes nouveautés tout en restant vague et imprécis sur d'autres thèmes essentiels. L'importance accordée à la liberté comme valeur de référence est certainement inédite par sa netteté et l'insistance avec laquelle elle est défendue. Le rejet du racisme et de l'antisémitisme, qui sera même renforcé par des amendements présentés au cours du congrès, est tout aussi explicite. Enfin, la condamnation du totalitarisme dans toutes ses expressions et la reconnaissance que « l'antifascisme a été un moment historiquement essentiel pour le retour aux valeurs démocratiques que le fascisme avait piétinées » (passage sur lequel s'est concentrée l'attention des médias) constituent des innovations importantes (en réalité, davantage en raison du lieu où elles étaient proclamées que de leur expression même puisque Almirante, aux débuts de la Droite nationale, s'était exprimé en termes analogues).

Malgré ces éléments novateurs, le document ne parvient pas à rompre nettement avec l'identité originelle. Il ne contient aucune remise en cause critique de l'héritage fasciste ou de celui du MSI. Le projet d'Alleanza Nazionale est grevé par l'hypothèque d'une transformation instrumentale, c'est-à-dire de l'amorce d'un changement sous la pression d'événements extérieurs plutôt que par la croissance d'une conscience interne en rupture avec le champ politique, idéologique et culturel traditionnel. Par ailleurs, l'élargissement inopiné de la base électorale du MSI ne pouvait être canalisé avec efficacité que si certaines scories provenant du passé étaient éliminées par quelques concessions spectaculaires à une opinion publique modérée, désireuse d'une droite « propre ». Dans ces conditions, l'opération ne pouvait qu'être superficielle, de maquillage, puisqu'il lui manquait cet élan intérieur, cette demande de transformation et d'abandon de l'identité précédente qui auraient fait de la mutation du parti une opération certes difficile, douloureuse et traumatisante, mais authentique.

Cela étant, la transformation du MSI en Alleanza Nazionale constitue un succès politique et d'image pour ses dirigeants. Les participants au congrès ovationnent les discours nostalgiques des opposants au tournant, mais leur leader, Pino Rauti, se retrouvera quasiment isolé lorsqu'il décidera de sortir du parti pour fonder son propre mouvement, le Movimento Sociale – Fiamma Tricolore. Leur départ sera non seule-



ment souhaité par la direction, mais effectivement favorisé dans la mesure où il donne une authentification à la mutation.

En termes organisationnels, malgré la bataille juridique engagée par Rauti, qui revendique pour son mouvement l'héritage des structures, des symboles et des ressources financières en tant que véritable continuateur du MSI, Alleanza Nazionale va absorber la quasi-intégralité de l'ex-MSI. Elle va en modifier certains aspects organisationnels, les « cercles » se substituant aux « sections » – mais le changement est surtout d'ordre terminologique, exception faite de la possibilité de constituer des cercles « thématiques » non définis sur le plan territorial, bien que délimités par le niveau provincial ; le rôle des représentants élus est accru et le rapport entre les organes internes devient encore plus nettement vertical. En effet, on peut déduire à partir des modalités d'élection des différents organes une accentuation du caractère césariste du parti : par exemple, le président (qui remplace le secrétaire) ne peut plus être démis par la direction ou l'assemblée nationale du parti, organe pléthorique comptant 500 membres dont la moitié sont nommés ou cooptés par le président lui-même. Celui-ci a le pouvoir de nommer les organes dirigeants collectifs, il désigne la direction nationale, qui n'est ensuite que ratifiée par l'assemblée nationale du parti.

91

La position du leader est également renforcée par la proximité en termes de génération dans les organes dirigeants. Le taux des membres présents depuis 1973 est extrêmement réduit : seulement 30,4 % d'entre eux faisaient partie de l'ancienne direction. Il est vrai que celle-ci était le résultat de la victoire de Rauti au congrès de Rimini, le retour de Fini au secrétariat n'ayant lieu qu'après. Par conséquent, le taux de renouvellement par rapport à la direction de 1990 ne peut être que très élevé, au point que presque la moitié des membres de la nouvelle direction sont des néophytes absolus. Ce renouvellement n'a pas joué au niveau de la provenance politique : presque 90 % des membres de la direction ont occupé des fonctions politiques dans le parti et dans des mouvements proches ou dans les assemblées électives. Le personnel politique a donc été renouvelé pour ce qui concerne son âge par l'accès des quadragénaires aux leviers de commande, mais il continue à être recruté – à l'exception de quelques illustres personnalités qui exercent un rôle de façade – dans le réservoir traditionnel du Movimento Sociale et les milieux qui lui sont proches.

Quant aux paramètres idéologiques, le caractère contradictoire des référents culturels, la dilution plus terminologique que réelle du parti au sein de ce vague contenant qu'est « la droite », l'absence d'un exa-

men critique et approfondi de l'idéologie fasciste diminuent fortement les éléments novateurs qui affleurent dans le document qui marque la fin du MSI (et on peut dire de même pour le document final du congrès constitutif d'Alleanza Nazionale, dont l'emphase sur la démocratie directe, sans que soit prévu aucun contrepoids, n'éclaircit pas les choses). Les thèses du congrès ne contenant aucune remise en cause des vices rédhibitoires d'ordre idéologique du MSI – la mentalité autoritaire, les aspects chauvins du nationalisme, le culte de la hiérarchie et un moralisme exaspéré –, on peut donc considérer que sa métamorphose est encore partielle, qu'il n'a pas encore exprimé toutes ses potentialités : dans la frange des cadres intermédiaires s'exprime de manière de plus en plus forte la volonté d'une identification avec une vision du monde conservatrice et non plus autoritaire, mais les passages irréversibles pour parvenir à une définition et une appartenance idéologique différentes de celles du passé ne sont pas encore nettement perceptibles.

Il existe cependant quelques contradictions fécondes, et notamment l'existence d'un corps intermédiaire de cadres aux attitudes et à la pensée de moins en moins autoritaires, qui ressent la nécessité de rationaliser ses aspirations. Cette poussée interne finira peut-être par prévaloir et permettra d'imposer à Alleanza Nazionale cette révision douloureuse de ses valeurs de référence qui fait encore défaut.

## CONCLUSION

Transformation et renforcement de l'organisation, contrôle étroit du *leadership* sur les structures du parti et sur les organes dirigeants ainsi que sur ceux élus, renouvellement des générations à défaut de renouvellement politique au sein du groupe dirigeant, évolution dans le sens de la « modernité » et de la modération des cadres intermédiaires : tels sont les traits saillants du nouveau parti. Alleanza Nazionale bénéficie également d'une série d'avantages par rapport à ses alliés du centre-droit dans le système de partis italien : il est, de loin, le parti le plus organisé, aux cadres politiques bien plus expérimentés et à la direction jeune, « immaculée » et bien accueillie dans l'opinion publique. Cependant, il faut ajouter à tous ces facteurs positifs le problème d'être encore perçu comme un parti « extrémiste » : sa localisation à l'extrême droite lui rend difficile la conquête de soutiens en dehors de ce vivier.

Seule une crise structurelle de Forza Italia lui permettrait de se replacer dans une position plus centrale : mais cela concerne l'avenir. Il est en tout cas évident que l'évolution du parti constitue un cas unique

dans le panorama de l'extrême droite européenne. Le MSI, en se transformant en Alleanza Nazionale, a démontré une grande capacité (et volonté) de s'insérer dans le système, en exploitant au mieux des conditions exogènes favorables. Aucun autre parti européen (à l'exception des Scandinaves) ne semble décidé à suivre cette voie. Paradoxalement, alors que le MSI des années 1980 semblait voué à se marginaliser du fait de sa fidélité au fascisme, il a su exploiter dans les années 1990, en faisant au départ le moins de concessions possible sur le plan de la révision idéologique, les ouvertures concédées par les autres acteurs du système afin de mettre en œuvre une politique efficace des alliances et abandonner le rôle de « pôle exclu » où il était relégué depuis quarante ans.

## R É S U M É

---

*L'Alleanza Nazionale, tout comme son prédécesseur, le MSI, se différencie des autres partis d'extrême droite européens. Dans le passé, du fait de son enracinement historique dans le système politique italien, puis par l'attachement à l'idéologie fasciste ; aujourd'hui, du fait de son rapide redressement vers une ligne libérale-conservatrice. Cette mutation, opérée lors de la transformation du MSI en Alleanza Nazionale, n'est pas encore achevée. A côté d'éléments favorables (ouverture de structures de direction intermédiaires, renouvellement de la direction nationale, succès électoraux), des obstacles demeurent, comme l'idéalisation du passé fasciste, la difficulté de recruter hors du réservoir du MSI, l'insuffisance du débat critique interne. Mais le problème principal est celui de la place de l'Alleanza sur l'échiquier politique. Bien qu'elle ait souvent adopté des positions plus modérées et « raisonnables » que Forza Italia, elle est toujours perçue comme un parti « extrême ». C'est là un handicap encore aggravé par l'échec des réformes constitutionnelles sur lesquelles Gianfranco Fini comptait beaucoup pour établir la légitimité de son parti.*